

Le Mag

de la CdC

N°5

MARS 2019

Communauté de Communes des Sources de l'Orne



LE RACHAT DE COMMERCES UN SOUTIEN ÉCONOMIQUE À LA RURALITÉ

Les aléas climatiques : des solutions locales ?

L'écloserie numérique de Boitron

Au bistrot de Fernand



Sources de l'Orne
communauté de communes

Édito

Dans le monde des médias que nous connaissons, la primauté est à l'image, au buzz. Et nous subissons inconsciemment la dictature de l'immédiat, l'éphémère, le simple reflet d'un instant.

Trop souvent, l'importance est donnée au futile, au clinquant, voire à la polémique vaine, sans que derrière ces attributs « d'information », de « communication » il n'y ait de véritable portée ni de sens. Que de faits divers, de chamailleries politiques, de publi-informations sont relayés sur des pages entières, qu'elles soient de papier ou sur internet...

Mais il faudrait garder à l'esprit plus souvent que le travail des collectivités n'entre malheureusement que rarement dans ce ballet de la médiatisation. Des projets, une vision au moins à moyen terme, ce sont les véritables enjeux qui courent néanmoins en toute discrétion pour l'avenir d'un territoire, à l'heure où l'État délègue toujours davantage ses compétences aux collectivités, parfois de façon abrupte.

Par exemple, saviez-vous que la communauté de communes était propriétaire du commerce dans lequel vous faites vos achats parfois plusieurs fois par semaine ? Que la communauté de communes mettait en place une opération d'amélioration de l'habitat avec subventions à la clé ? Les efforts ne sont pas toujours voyants au jour le jour, et cependant ils sont eux, bien concrets !

Bonne lecture à tous.

Jean-Pierre Fontaine, Président de la Communauté de Communes des Sources de l'Orne

Sommaire

- **En bref ...**
- **Dossier** : Les aléas climatiques : des solutions locales?
- **Focus** : Le rachat de commerces ruraux
- **Initiatives** : L'écloserie numérique à Boitron
- **Gens d'ici** : Au bistrot de Fernand

Magazine publié par la Communauté de Communes des Sources de l'Orne, 2 rue Loutreuil, 61500 Sées - Service communication : communication@cc-sourcesdelorne.fr • Directeur de la publication : Jean-Pierre Fontaine • Rédaction : David Sabre, Camille Roullier, Gwladys Marie • Crédits photos : CdC SO • Maquette / mise en page : David Sabre • Impression : Imprimerie Bémographic 02 33 82 83 84 • Dépôt légal : Mars 2019 • ISSN 1950-1072 •

Tirage : 6200 exemplaires •

Reproduction, même partielle, interdite • Ne peut être vendu.



C'est ici ...

Le voile de l'hiver



Le pays d'Essay à l'aube



Éclaircie sur la campagne des Vaux



Boitron au loin sous le soleil



Sées sous la brume hivernale

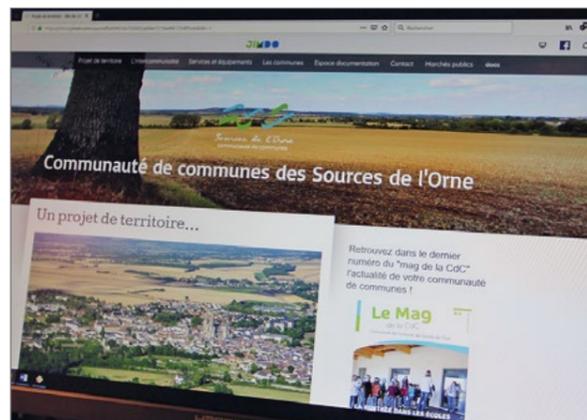


Fin de journée en forêt d'Écouves



La pleine lune à l'aube

N'hésitez pas à nous envoyer vos plus belles photos du territoire à : communication@cc-sourcesdelorne.fr, (vous en serez bien sûr crédités).



Un nouveau site internet pour la Communauté de Communes

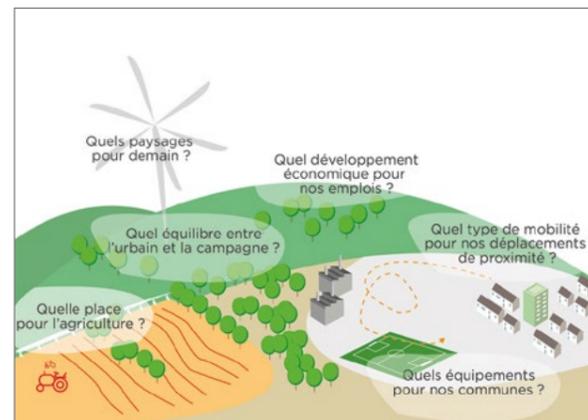
Depuis début mars, le site de la CdC a fait peau neuve, à l'instar de celui de l'office de tourisme quelques mois auparavant. Il permettra de cerner rapidement les services, les compétences, ou le projet de territoire qui s'étoffera au fil de l'aboutissement des projets, en évitant l'effet catalogue qui souvent guette les outils institutionnels. Nombre des documents utiles sont disponibles au téléchargement. Créé et géré en interne, avec un design épuré et un contenu resserré facilitant la recherche de l'essentiel pour l'internaute, c'est un outil moderne dont s'est équipée la CdC aujourd'hui.

www.cdc-sourcesdelorne.fr



Les « bio cocos » de Jean-No en vente !

Première réalisation concrète du projet de ferme bio intercommunale à Boisville, les œufs de Jean-Noël Boullé, les « bio cocos » sont maintenant disponibles à la vente dans une trentaine de commerces. Les 2000 volailles élevées en plein air sur 3 hectares selon la réglementation sur l'agriculture biologique livrent aujourd'hui leur production. Ces œufs sont utilisés également chez les restaurateurs locaux, ou à la cantine de Chailloué (voir Mag de la CdC N°4).



Concertations autour du PLUi

L'élaboration du PLUi voté en 2018 est l'occasion de doter notre territoire d'un outil adapté aux besoins de développement de notre intercommunalité. Il vise à mettre en cohérence les politiques des communes en matière d'habitat, de développement économique, de mobilité, de préservation des espaces naturels et agricoles, etc. Tels seront les défis que nous devons relever dès aujourd'hui. L'élaboration du PLUi intègre une démarche de concertation, car l'avenir ne peut être construit valablement que sur la base d'un horizon partagé par tous. Vous, habitants, serez amenés à vous exprimer tout au long de la démarche, soit en mairie au travers d'un « registre de concertation », soit lors de réunions publiques organisées courant 2019, calendrier à suivre...



Assises européennes de la transition énergétique

C'est à Dunkerque que se déroulait ce rendez-vous européen autour de débats ou d'ateliers le 23 janvier dernier. Le Président de la CdC Jean-Pierre Fontaine est allé présenter les projets et réalisations mis en œuvre sur le territoire de la collectivité qui minimisent l'impact sur l'environnement. Les projets éoliens, photovoltaïques... mais également la ferme bio intercommunale, la biomasse et le biogaz.



Le pôle de santé... sur le papier

La construction du pôle de santé s'effectuera sur le terrain situé à côté de la Maison de la Petite Enfance à Sées. Suite aux réunions de travail des professionnels de santé, les besoins en locaux ont été précisés : l'ensemble couvrira une surface évaluée à 800 m², ce qui induit une construction sur deux niveaux.

Une vingtaine de professionnels se sont déjà engagés à venir s'y installer : médecins généralistes, kinés, infirmières, dentistes, mais aussi un ostéopathe, un diététicien, un audioprothésiste, ou un laboratoire d'analyse médicales.

Le coût de la construction, y compris l'aménagement des extérieurs est estimé à environ 2 000 000 €.



Office de tourisme, bilan 2018

Début d'année, et donc saison des bilans, l'office de tourisme intercommunal n'échappe pas à la règle. La fréquentation de l'office a été stable, malgré une météo pas toujours clémente. Le nouveau site internet lancé en avril 2018 a enregistré près de 1200 visites.

Les 8 fiches topo-guides de randonnée ont connu un franc succès et ont été réimprimées plusieurs fois.

Les animations estivales qui ont été lancées cet été doivent encore trouver leur public, nouveauté oblige, particulièrement au niveau des familles.

Néanmoins pour 2019 l'effort sera mis sur la constitution d'un réseau partenarial, qui a été initié lors du marché du terroir et de l'artisanat d'art le 1^{er} juin. Nombre de producteurs ont adhéré à la démarche également lors des animations estivales et en ont été ravis.

La valorisation du label sagien « petites cités de caractère » sera pour 2019 un des dossiers phares pour l'office de tourisme, en lien avec la ville de Sées.



Un accord sur les routes forestières

De principe... mais les choses avancent sur ce dossier qui avait provoqué bien des remous il y a quelques mois. L'ONF rappelle qu'elle a en charge l'entretien des routes forestières pour permettre aux professionnels de transiter vers les lieux d'exploitation. Néanmoins, les voitures particulières les empruntent également, mais à la différence des engins elles ont besoin de chaussées sans défauts. À ce titre l'ONF sort du code forestier. La teneur du principe qu'a acté la CdC pour les communes de son territoire est une réponse à des demandes d'élus locaux de prendre en charge sur 30 ans et non 9 ou 18 comme proposé par l'ONF jusqu'ici.

C'est aussi une volonté du maintien d'ouverture du massif et du territoire, dans l'échéance d'un projet touristique du PNR Normandie-Maine sur le signal d'Écouves. Des discussions se poursuivent avec les autres collectivités du massif afin de parvenir à un accord global.



Réunion publique autour de l'amélioration de l'habitat

Le cabinet en charge de la mission OPAH a mené une première réunion publique le 5 février dernier à Sées. Une vingtaine de personnes sont venues s'informer tant sur les modalités administratives que sur les barèmes financiers, les montants des aides et même étudier des exemples concrets réalisés ailleurs. Une présentation claire a permis aux habitants d'être aiguillés dans leurs projets. Quelques informations à retenir : surtout ne pas commencer les travaux avant de solliciter les aides, être vigilants envers les procédés frauduleux, et si vous dépassez les barèmes : pas d'inquiétude ! Vous pouvez tout de même contacter le CDHAT qui vous orientera vers d'autres dispositifs.



LES ALÉAS CLIMATIQUES : Des solutions locales ?

Travaux d'aménagement au Lieu-dit « Le Marais » (Mortrée) en octobre dernier.

Dérèglement climatique, tempêtes, et plus localement crues incontrôlées et inondations plus fréquentes viennent bouleverser un environnement que l'on croyait pouvoir maîtriser. Et c'est aussi le quotidien des habitants qui est perturbé. Tout un ensemble de solutions reste à inventer, à commencer au niveau le plus proche des habitants.

Le scénario d'un dérèglement climatique connu

Le dérèglement climatique est aujourd'hui un terme devenu malheureusement familier et les conséquences que les habitants de la planète ont à subir se font déjà sentir de manière sensible.

Par dérèglement, **il ne s'agit pas d'un simple « réchauffement » climatique**, qui serait réducteur et qui ne rendrait pas compte des différents aspects de ces bouleversements sur les différentes zones de la planète.

Par endroits certaines zones vont effectivement s'assécher et se réchauffer, mais d'autres, par exemple en Europe du Nord, risquent de se refroidir d'ici à 2100 avec **un ralentissement du Gulf Stream, qui est le régulateur du climat tempéré de nos latitudes**, avec à la clé des bouleversements jusque dans les modes de vie.

En résumé, il devrait davantage s'agir d'une accentuation des extrêmes climatiques.

Le problème n'est pas limité à une variation des températures : **les épisodes violents de tempêtes, sécheresses et inondations sont amenés à se multiplier**, et de façon plus intense.

Sur le territoire national, certains phénomènes ont pris de l'ampleur ces dernières années, en terme de crues et d'inondations. À l'heure actuelle, ce sont **60 % des communes qui sont exposées à un ou plusieurs risques naturels**.

2018 aura été l'année la plus chaude en France métropolitaine depuis le début des mesures en 1900, devant 2014 et 2011. Une telle séquence est inédite depuis le début du 20^e siècle d'après Météo France.



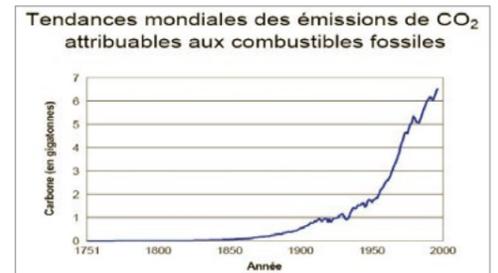
Des mécanismes liés à l'activité humaine

L'Homme a-t-il une responsabilité dans le réchauffement climatique ? La question fait débat depuis des années. En dépit des nombreux rapports publiés, certains estiment encore que l'évolution observée du climat n'est que le prolongement des évolutions du passé. Autrement dit, l'Homme n'y serait pour rien. Mais les climato-sceptiques oublient que les changements climatiques passés se sont produits sur des milliers ou millions d'années, non pas sur une centaine d'années tel que nous le vivons actuellement.

Depuis le milieu du 19^e siècle, par la combustion de pétrole et de gaz, les énergies fossiles qui ont mis des milliard d'années à se créer dans nos sols, sont **rejetées dans l'atmosphère en l'espace de quelques années seulement, perturbant ainsi l'équilibre naturel du cycle du carbone**. Globalement, ce sont les activités humaines qui émettent de grandes quantités de gaz à effet de serre.

Parallèlement à l'augmentation de nos activités, nous diminuons les puits de carbone naturels, notamment par la déforestation, pour subvenir à nos besoins énergétiques, mais aussi au profit de l'extension de l'urbanisation.

En 2018, le GIEC tire à nouveau la sonnette d'alarme : **l'augmentation de ces gaz, et par conséquent de l'effet de serre, cause un accroissement considérable des températures** entraînant entre autres conséquences des sécheresses plus fortes, plus longues et plus fréquentes, mais également la fonte des grands glaciers d'altitude et des grandes calottes polaires : on considère que le niveau des océans s'est élevé d'une vingtaine de centimètres en un siècle.



Un début de solution globale

Alors, dans ce scénario catastrophe peu réjouissant, quelles solutions s'offrent à nous, citoyens ?

Il y a aujourd'hui une prise de conscience quasi générale sur l'état d'urgence climatique que traverse notre planète et la nécessité de **dispositifs à mettre en place afin de limiter les conséquences des activités humaines tout en conciliant les impératifs de développement**.

Des dispositifs à l'échelle de la planète, certes, qui peuvent nous sembler abstraits, même contraignants à certains égards, mais qui sont aujourd'hui considérés indispensables, voire vitaux, par l'ensemble quasi unanime de la communauté scientifique.

L'enjeu est de favoriser les énergies renouvelables afin de répondre aux demandes de consommation de nos modes de vies tout en respectant l'environnement.

À cet égard, la **COP21**, qui s'est tenue à Paris en 2015 et qui a abouti à un accord signé par 195 pays, visant à maintenir un réchauffement global en dessous de 2°C, pourrait marquer un jalon.

Reste à l'éprouver aux volontés politiques nationales, et de prendre ses responsabilités pour anticiper, afin de protéger la collectivité des aléas qui coûteront à moyen terme davantage en prise en charge de dégâts et d'adaptabilité des infrastructures.

Les collectivités territoriales sont également appelées dans ce cadre, à mettre en place un programme d'Agenda 21 à leur échelle, intégrant les principes du développement durable, à partir d'un « mécanisme de consultation de la population » : on parle d'Agenda 21 local, qui est adopté et adapté peu à peu par nombre de collectivités. **Il formule des recommandations** dans des domaines variés, dont :

- la gestion des ressources en eau et de l'assainissement
- la gestion de l'agriculture
- la gestion des déchets
- la pollution

Il se veut aussi un levier d'amélioration des politiques publiques locales en permettant à la collectivité d'améliorer la situation de son territoire au regard du développement durable, en intégrant ces politiques dans son fonctionnement, ses choix et ses projets.

Mais **c'est aussi au niveau local que se trouvent les enjeux d'une meilleure maîtrise de notre environnement** afin de protéger les biens et les personnes.



Qu'en est-il chez nous ?

Le changement climatique et l'eau sur le bassin Seine-Normandie d'ici 2100.

- Augmentation de 2°C des eaux de surface
- Baisse de précipitations d'environ 12%
- Baisse des débits des rivières de 10 à 30%
- Baisse de la recharge des nappes d'environ 30%
- Augmentation des sécheresses exceptionnelles et des fortes pluies

Quelle stratégie ?

En matière d'inondations, la GEMAPI a aujourd'hui dessiné le cadre réglementaire en confiant la protection contre les inondations et la gestion des eaux pluviales urbaines aux collectivités. Ou comment prévenir ... l'imprévisible !

1 / Vers une meilleure considération des milieux naturels pour limiter l'ampleur des inondations.

On peut contribuer à la sécurité des populations face aux crues en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau, des zones humides et des zones d'expansion des crues.

Les solutions doivent être adaptées aux enjeux de chaque territoire autour des principes suivants :

- Gérer l'eau par bassin versant pour assurer une solidarité entre l'amont et l'aval
- Préserver et reconquérir les zones naturelles inondables
- Ralentir et limiter le ruissellement des eaux

C'est en cela que travaille la communauté de communes depuis 2011 par la réalisation de travaux de restauration et d'entretien des cours d'eau, la replantation de haies, la mobilisation de champs d'inondation, etc.

2 / Réduire la vulnérabilité

• Réduire la vulnérabilité des personnes et des biens en zone inondable à l'échelle d'un quartier, de la commune et des intercommunalités pour **intégrer les interdépendances**. Avant d'engager des travaux, il est nécessaire d'évaluer ensemble précisément la **vulnérabilité par des diagnostics** afin de choisir les bonnes mesures.

• **Maîtriser l'urbanisation avec les PPRI** (Plan de Prévention des Risques d'Inondation).

Les communes du territoire situées sur le bassin Seine-Normandie sont couvertes par un Plan de Prévention des

Plus localement, l'agence de l'eau Seine Normandie a mené une étude sur son bassin les conséquences du changement climatique : 2018 nous a montré que la « machine est enclenchée ».

En effet, **notre territoire a connu au mois de juin 2018 une averse orageuse, se traduisant par des crues violentes et des inondations sur de nombreuses communes.**



Lieu-dit « Le Marais » (Mortrée) inondé lors de la crue du 11-12 juin 2018



Aménagement réalisé en octobre 2018 au même endroit afin de contenir les eaux de débordement de la Thouane dans l'herbage situé en amont du hameau.

Risques d'Inondation. Sa mise en œuvre a permis de limiter l'implantation de nouveaux enjeux dans les zones à risques et de réduire la vulnérabilité des zones déjà urbanisées par des prescriptions en terme de constructions.

Mais les responsabilités des élus locaux et des aménageurs restent importantes pour limiter l'urbanisation en zone inondable et intégrer les risques d'inondation dans l'aménagement.

• **Anticiper les crises avec les Plans Communaux de Sauvegarde (PCS)** : Sur les communes soumises à un PPRI, les maires sont chargés d'élaborer les plans communaux de sauvegarde (PCS), les documents d'information et de communication sur les risques majeurs (DICRIM) et d'informer la population au moins une fois tous les deux ans par des réunions publiques communales ou tout autre moyen, des caractéristiques du risque d'inondation et les mesures prises pour le gérer.

3 / Informer et sensibiliser

Les inondations étant un phénomène naturel, **le risque zéro n'existe pas. Entretien la mémoire du risque est un facteur essentiel de prévention.** Les outils de communication liés à la conscience et à la connaissance du risque d'inondation sont essentiels et encouragent à savoir vivre avec ces aléas.

Des outils pour structurer, financer et agir

La mise en œuvre de solutions adaptées implique une bonne articulation entre les politiques publiques, le renforcement des coopérations entre acteurs et des solidarités territoriales. Les démarches collectives engagées à l'échelle des bassins versants sont en cela exemplaires.

1 / Vers une structuration de l'action des collectivités territoriales par bassin versant

Cela passe également par la **réalisation concrète d'actions sur le terrain.**

Pour cela, le développement des maîtrises d'ouvrages locales se poursuit notamment dans le cadre de la double approche « milieux aquatiques » et « inondations » portée par la compétence GEMAPI (depuis le 1^{er} janvier 2018 compétence obligatoire confiée aux EPCI). **Les collectivités peuvent ensuite s'organiser à l'échelle d'un bassin versant pour la réalisation des travaux.** Cette structuration est particulièrement importante autour des territoires à risques importants d'inondation. **La CdC l'avait bien compris, puisqu'elle œuvre en ce sens depuis 2010 déjà** (voir Mag de la CdC n°1).



Champ d'expansion naturel des crues (L'Orne à Médavy)

À cet égard, **le PLUI** (PLU Intercommunal) en cours de réalisation sur la Communauté de Communes des Sources de l'Orne devra prendre en compte cette gestion du risque inondations, mais plus généralement **constituer un outil décisif pour l'évolution de la vulnérabilité du territoire.**

Rappelons qu'il vise à mettre en cohérence les politiques des communes en matière d'habitat, de développement économique, de préservation des espaces naturels et agricoles, etc. Il remplacera à terme les documents d'urbanisme actuellement en vigueur.



Repère de crue installé en rive de la rivière « la Sennevière » à Mortrée.

FOCUS

Le rachat de commerces

L'image est triste de ces bourgs qui se désertifient, voient fermer leurs commerces dans une spirale négative. La compétence économique de la communauté de communes permet d'y mettre un frein. Depuis plusieurs années, des commerces en zone rurale sont rachetés en vue d'être loués à des artisans ou des entrepreneurs, maintenant ainsi l'activité et donc la vie dans les communes.

Petit tour d'horizon...

Le rachat de commerce ou de services n'est pas une nouveauté, cela avait déjà été opéré par les communautés de communes du territoire avant la fusion en 2013, à Almenêches, Mortrée ou Essay (deux boucheries, une épicerie, un centre médical...).

C'est une politique qui a été redéfinie et poursuivie par la Communauté de Communes des Sources de l'Orne dans le cadre de la compétence économique : **encourager le commerce et le faciliter, mais œuvrer aussi dans l'optique du service à la population et du maintien de la vie dans les bourgs.**

Jean Leclerc (vice-président au développement économique) rappelle : « À Essay il y trois ans, il n'y avait plus de commerces que le bar du centre. » Il explique : « Nous restons vigilant aux ventes, aux départs en retraite des commerçants, sans pour autant vouloir préempter systématiquement à la place des communes : **on est surtout à la recherche de solutions pour poursuivre l'activité.** »

Une opportunité pour les commerçants



Stéphanie Leneveu approvisionne en local

À Almenêches, l'épicerie a été reprise depuis juin dernier sous l'enseigne Rapid'market par Stéphanie Leneveu et son fils (photo de couverture).

Après une expérience d'une quinzaine d'années en gérance commerciale (Le mutant, Leader price), puis une reconversion partielle à la MARPA de Mortrée, l'occasion s'est présentée de pouvoir retrouver son métier de cœur avec le départ en retraite des occupants de l'épicerie d'Almenêches.

La communauté de communes, propriétaire des murs a joué un rôle de facilitateur en permettant cette reprise. Il s'est agi par exemple d'adapter le bail aux délais de traitement du dossier bancaire, qui a permis à Stéphanie Leneveu d'ouvrir à une période qui lui serait plus favorable.

« J'envisage un peu le magasin comme un relais de proximité pour les produits locaux, en favorisant ainsi les circuits courts. On peut déjà y trouver entre autres denrées des légumes de Montmerrei, des terrines de Mortrée, du fromage de Trémont, de la viande de Gacé, ou les œufs bio de Jean-Noël Boullé à Sées (NDLR : du projet de la communauté de communes de ferme bio de Boisville).

Nous proposons aussi un service de livraison gratuit (avec un prix minimum d'achat) dans un rayon de 25km.»

Les commerces et services acquis par la CdC :

- **Essay** : un salon de coiffure, une boulangerie, un centre médical (4 praticiens)
- **Mortrée** : une boucherie
- **Almenêches** : une boucherie et une épicerie
- **Sées** : un magasin de vente et réparation de matériel de motoculture, un garage de réparation de voitures de course, un atelier de menuiserie.



À Essay, Laurent Bourdonné au pétrin

Des investissements conséquents

Les montants d'intervention sont divers, mais c'est **la boulangerie à Essay en 2017** qui reste l'investissement le plus important à ce jour : **250 000€** (dont 70 000 € de subventions) pour une remise à neuf (rachat des murs, travaux et matériel) avant de le louer et relancer l'activité.

Depuis mai 2018 la boulangerie est louée à Laurent et Martine Bourdonné et a trouvé aujourd'hui son rythme de croisière. Le couple, en provenance du Perche, a d'abord dû prendre ses marques. Laurent raconte : « Ça n'a pas toujours été simple au démarrage, mais je ne regrette pas d'être ici à mon compte, et avec le bouche à oreille qui a bien fonctionné, on n'est pas mal maintenant ». Il pro-



rue Francisque de Corcelle à Essay

Des dispositifs d'aides

Il sont prévus principalement pour **l'embellissement ou la rénovation de façades commerciales** : les extérieurs peuvent être subventionnés par la CdC jusqu'à 50% du coût des travaux avec un plafond de 1500€, et l'ensemble des travaux jusqu'à 4000€. Par exemple le salon de coiffure de M^{me} Labbé à Essay en avait bénéficié en 2016, celui d'Almenêches est en passe de faire de même cette année.

Cinq dossiers de subventions sont en cours d'étude : on peut citer les garages Renault à Almenêches et Essay qui sont tenus par des mises aux normes constructeur sous peine de perdre leur agrément.

Mais l'effort est mis également dans la **recherche de repreneurs**. La CdC est par exemple intervenue en 2016 pour l'installation du médecin généraliste au centre médical d'Essay : 12 000 € de prise en charge pour la mise à disposition pour un an du cabinet et du logement.

C'est un kiné qui est actuellement recherché pour ce même cabinet : Jean Leclerc va « prospecter et prendre des rendez-vous au niveau de la direction des écoles de médecine ».

pose au quotidien 8 pains spéciaux en plus des traditionnels, mais aussi de la pâtisserie, le tout fait maison.

Martine Cardey, maire de la commune, insiste : « sans la communauté de communes ça n'aurait pas été possible, **trop coûteux pour une commune seule**. Un commerce maintenu, c'est de la vie, ça fait plaisir de voir des personnes en rencontrer d'autres en allant chercher le pain ».

INITIATIVES



© écloserie numérique

L'ÉCLOSERIE NUMÉRIQUE DE BOITRON : découverte et bricolage 2.0

Depuis 2009, l'association « L'écloserie numérique » à Boitron permet à tous de se rassembler autour des nouvelles technologies et de mener différents projets : fablab, repair-café, et même agriculture connectée. Décryptage...

« C'est une association au service de la ruralité à l'aide du numérique », explique son président Xavier de Mazenod, « un espace dédié au numérique entre domicile et travail où l'on peut aussi rencontrer, échanger et apprendre, autour d'un café. Le numérique peut contribuer à résoudre des problèmes dans cette ruralité, notamment ceux dus à l'éloignement. Il peut permettre un accès aux services publics, à la santé, à la culture, à la formation, au commerce en ligne. À condition de savoir et de pouvoir utiliser les outils numériques. Il faut donc amener les ressources numériques en milieu rural pour permettre l'éclosion de projets ou **lutter contre « l'illectronisme »** : nous œuvrons pour l'inclusion numérique en milieu rural car il y a ici davantage d'habitants qui sont éloignés de ces technologies qu'en milieu urbain, soit qu'ils n'ont jamais rencontré dans leur parcours les outils, ni les personnes qui pouvaient les aider.

Des outils se sont ajoutés progressivement comme le « **Fablab** » (usine numérique) il y a trois ans, pour offrir un lieu le plus complet possible. D'abord pour les professionnels du numérique : l'espace « **coworking** » où l'on peut travailler ensemble, comme des free-lance qui souhaitent sortir de chez eux, ou cet employé d'Eiffage qui vient ici deux jours par semaine. On reçoit des artistes aussi : une fabricante de bijoux a créé une nouvelle gamme par mélange de plusieurs matières en s'appuyant sur ces nouveaux outils.

Ça amène les rencontres, des échanges d'idées, de l'entraide, développe l'imagination... On peut réaliser son prototype en démarrant soi-même avec tous les outils (découpeuse laser, imprimante 3D, fraiseuse, etc.).

On est dans le bricolage, et ça parle aux gens car dans la campagne on bricole : par goût, par obligation, c'est une démarche bien comprise. »



© écloserie numérique

Séance de coworking entre « codeurs »

L'Écloserie numérique

La Clairière, Boitron

www.ecloserie-numerique.com

Des animations grand public :

Le repair café

Le principe est simple : on apporte des objets en panne qui traînent chez soi, puis on se met à l'ouvrage pour réparer ensemble vieilles platines, rasoirs électriques ou machines à coudre avec l'aide experts bénévoles. Le repair café est aujourd'hui bien installé dans le paysage, les gens viennent d'eux-mêmes le dernier samedi du mois. L'esprit recyclage et la convivialité sont de mise !

Les bricomatiques :

Tous les mercredis ce sont des ateliers en direction soit des adultes, soit de jeunes de 8 à 14 ans encadrés par un animateur. Ils viennent s'initier à la création à l'aide des outils numériques du Fablab : on est dans le « bricolage informatique ».

« Des stages d'initiation à l'informatique sont organisés régulièrement. Il y a 4 ans, c'était plutôt des retraités qui ne savaient pas faire fonctionner leur ordinateur ou leur smartphone, et ce qui est intéressant c'est de voir ces mêmes personnes revenir bidouiller au Fablab. **Une fois passée la peur de la technologie**, parce qu'ils ne savaient pas la maîtriser, ils ont souvent envie d'aller plus loin. C'est valorisant car si on n'avait pas été là, ils auraient eu du mal à franchir le pas. On aborde aussi la sécurité, la confidentialité : certains en ont peur et ça les empêche d'utiliser ces outils, à l'inverse les plus jeunes qui eux doivent être éduqués aux risques d'internet. L'écloserie a aussi **vocation d'intégration sociale** en ciblant des publics en difficulté éloignés de l'emploi. Nous avons lancé récemment un « parcours digital » avec une dizaine de jeunes via la mission locale de L'Aigle-Mortagne et la fondation Orange.

Ça prouve aussi que ça n'est pas parce qu'on habite dans un petit village qu'on ne peut rien faire. »



© écloserie numérique

On inspecte les objets à réparer au repair café



© écloserie numérique

Découverte de la découpeuse laser

2019 sera une année importante car on se structure autour de toujours plus de bénévoles qui s'impliquent, et on développera davantage d'activités : un service civique chargé d'animation a été recruté. L'idée d'un **café associatif** va être relancée : les gens qui veulent venir dans la journée rencontrer et échanger autour d'un café. Plus largement, le lieu peut être un argument d'attractivité : un cadre vert, au calme, mais avec des services, et où il se passe quelque chose. Ça étonne toujours dans un village de 340 habitants !

Un projet d'agriculture connectée en autonomie énergétique



Le farmbot en action après quelques semaines

Un robot potager (farmbot) californien de 6 mètres sur 3 vient d'être monté sous serre sur une petite parcelle : caméras, capteurs, tuyaux, pipettes, binette, tous automatisés au service des cultures. Il a été assemblé sur place au fablab.

C'est d'abord l'idée de sensibiliser aux évolutions technologiques dans des domaines qui ont l'air très traditionnels. Les paysans sont en fait une des catégories socio-professionnelles les plus connectées (météo, déclarations PAC...).

L'intérêt du farmbot est par exemple d'automatiser des semis, tâche chronophage sans valeur ajoutée, qui va permettre à un maraîcher de se concentrer sur autre chose.

À terme, ce sont également éoliennes et panneaux solaires qui seront développés pour l'autonomie énergétique du projet. Il y a aussi un côté pédagogique car on est obligés d'apprendre (électronique, pilotage de machine) pour une réalisation très concrète au final.

On veut démonter cette idée que la technologie tue une agriculture paysanne respectueuse du sol et de l'environnement. En fait elle a le même objectif : faire des économies d'énergie, optimiser les modes de culture pour limiter les intrants. Pourquoi alors ne pas s'appuyer sur la technique pour y parvenir ?

GENS D'ICI

Au bistrot de Fernand, du fait maison à prix accessible !

Depuis un an, place du bourg à Almenêches, le restaurant « Au trotteur » a laissé la place « Au bistrot de Fernand », un nom qui fleure bon le terroir, la cuisine à l'ancienne avec ses noms de plats qui donnent envie d'entrer pour les déguster... C'est un lieu où l'on se sent vite à l'aise dans une déco bric-à-brac qui rappelle les estaminets du Nord et qui donne un air de renouveau aux lieux de vie ruraux d'antan. C'est Marc et Julie qui vous y accueillent avec chaleur.

Qu'est-ce qui vous a motivés pour entreprendre cette aventure ?

On s'est installés ici à Almenêches en voisins (La Cochère), dans un village car on souhaitait contribuer à la vie rurale, et ici il y a déjà une bonne dynamique commerçante. De ce fait on travaille plutôt bien avec l'ensemble des autres commerçants, un réseau s'est créé et ça aide au quotidien. Pour nous c'est le top : par exemple on a la boucherie Maillard juste à côté, qui est régulièrement récompensée pour ses produits, c'est gage de produits de qualité à sa porte.

Mais Fernand, c'est qui ?

Fernand c'est mon grand-père (ndlr : de Julie), un cheminot d'Argentan, il n'était pas cuisinier mais il faisait ses légumes lui-même comme beaucoup à l'époque. Pour nous c'est l'idée de remettre au goût du jour le fait maison. Quand ça ne l'est pas, c'est parce qu'il y a un producteur à proximité qui fait déjà des produits que nous aimons (par exemple les glaces) et souhaitons mettre en valeur.

Notre démarche se veut « authentique » : on souhaite faire la base en bio, en transition bio ou assimilé sans pesticides ou intrants. L'absence de label n'est pas un frein car on connaît nos producteurs, et on sait comment ils travaillent.

On reste sur des partenariats connus avec beaucoup d'échanges, et on favorise naturellement le lien et les personnes avec qui on a un bon contact. On privilégie dans notre démarche le travail avec plusieurs petits producteurs plutôt qu'une seule source, afin qu'un maximum de producteurs puissent vivre de leur travail. Ça nous permet aussi de ne pas être dépendants d'un seul fournisseur.



Marc en cuisine

Des spécialités côté cuisine ?

Sans hésiter : le riz au lait au coulis de caramel au beurre salé, c'est devenu un incontournable !

Il n'était proposé que par périodes, mais il a été tellement plébiscité par les clients qu'il est devenu permanent !

La Camembérade marche bien aussi (tartiflette au camembert), ou les terrines maison. On fonctionne différemment d'un resto traditionnel sur certains plats proposés car on a une organisation spécifique du fait que nous ne sommes que deux. On ne fait les burgers que le samedi midi, car les pains à burger sont fabriqués ici par Marc. On perdrait à les proposer toute la semaine.

Les fermes fonctionnaient beaucoup comme ça : mes grands-parents tenaient une entreprise agricole et les ouvriers qui y mangeaient chaque jour savaient que le mardi c'était poulet fermier et appréciaient particulièrement. On retrouve un peu ça ici, avec des plats qui reviennent dans la saison sans pour autant avoir un jour fixe comme ma grand-mère le faisait. Par exemple les côtes de porc gratinées au Carrouges et à la moutarde



Julie le rappelle : « lorsque vous mangez et buvez chez Fernand, c'est tout ce petit monde que vous faites vivre aussi ! »

sont connues et attendues !

Marc a aussi adapté les fondues savoyardes avec certains fromages locaux qu'on peut mettre à l'honneur en ce moment tous les vendredis.

Avec des soirées à thème, il y a aussi un aspect animation locale, non ?

C'est notre formation à la base, donc effectivement nous avons souhaité associer ce savoir-faire dans le projet de resto. Moi (Julie), je gérais l'organisation de voyages en direction des personnes en situation de handicap aux éclaireurs de France. Marc dirigeait les séjours, il était directeur de centre. On fonctionnait déjà en produits locaux et Marc gérait aussi les cuisines, on connaissait donc la gestion des repas de groupes, mais pas celle d'un établissement ou d'une carte. Marc a ensuite passé des diplômes pour se spécialiser et apprendre : un an et demi à préparer ce projet, mais nous ne regrettons pas ce temps d'apprentissage !

Nous organisons en effet une soirée à thème par mois (Saint-Patrick, soirée magie, murder party...), pour les concerts nous faisons venir des musiciens locaux qui sont un peu dans notre même esprit. Nous animons aussi des soirées jeux nous-même.

Aujourd'hui on focalise majoritairement sur la restauration, on a une grosse clientèle d'habités. Mais nous nous sommes adaptés à l'environnement car on avait pas mal de projets d'animation pour la journée, mais les après-midis sont calmes, et ce sont les soirées à thème

qui marchent le mieux. On écoute aussi les retours des gens et on reste attentifs à leur attentes.

L'humain, c'est important ?

Nous sommes en SARL économie sociale et solidaire, c'est en effet important pour nous car c'est un fonctionnement différent : mettre en avant le travail avec des producteurs locaux et/ou bio, qui est un gage de qualité pour le consommateur.

On est content qu'on nous dise en retour « Pour 13€, on s'est régalés » ; nous sommes bien conscient que la marge est moindre, mais notre idée était vraiment de montrer qu'on peut manger à un prix abordable les produits de sa région. On se rend compte lors de nos voyages qu'on a la chance d'avoir à proximité de bons produits, ce qui n'est pas forcément le cas partout...

Nous travaillons aussi avec des associations comme « les jardins dans la ville » à Argentan car derrière il y a un projet de ré-insertion sociale, et ils produisent de bons légumes.

On aime aussi transmettre le savoir : nous prenons volontiers des stagiaires qui ont envie d'apprendre le métier... Et un peu de notre philosophie !

Au bistrot de Fernand

10 place du Général Leclerc, Almenêches

09 61 60 53 20

www.facebook.com/aubistrotdefernand

ALMENÊCHES
AUNOU-SUR-ORNE
BELFONDS
LA BELLIERE
BOISSEI-LA-LANDE
BOITRON
LE BOUILLON
BURSARD
LE CERCUEIL
CHAILLOUÉ
LA CHAPELLE-PRÈS-SÉES
LE CHÂTEAU-D'ALMENÊCHES
ESSAY
LA FERRIERE-BÉCHET
FRANCHEVILLE
MACÉ
MÉDAVY
MONTMERREI
MORTRÉE *commune nouvelle*
NEAUPHE-SOUS-ESSAI
SAINT-GERVAIS-DU-PERRON
SÉES
TANVILLE

MÉMO

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

2, rue Auguste Loutreuil 61500 SÉES
02 33 28 88 87
cc-sourcesdelorne@orange.fr

ASSAINISSEMENT

Léonard MONNIER
Technicien Assainissement collectif
et Eau potable
02 33 31 22 21 / 07 87 69 95 96
leonard.monnier@cc-sourcesdelorne.fr

Cédric LETORT
Technicien SPANC
02 33 26 31 16 / 06 72 53 25 93
spanc@cc-sourcesdelorne.fr

PETITE ENFANCE

Carine LECHAT : 02 33 32 22 27
petite-enfance-paysdesees@orange.fr

RAM

06 79 74 14 30
ram-sdlo@orange.fr

MARPA

Francette PAISANT : 02 33 12 97 54
marpa-dupays-demortree@orange.fr

Camille ROULLIER

Technicien Rivières et bassins versants
06 45 28 19 38
camille.roullier@cc-sourcesdelorne.fr

SERVICES TECHNIQUES

Régis ROLAND
Services techniques
06 78 83 67 35
st-dessourcesdelorne@orange.fr

Patrick TRONCHOT
Travaux et Voirie
02 33 28 28 31 / 06 87 11 71 72
patrick.tronchot@cc-sourcesdelorne.fr

OFFICE DE TOURISME DES SOURCES DE L'ORNE

02 33 28 74 79
tourisme@cc-sourcesdelorne.fr